

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article11344>

La Française Clotilde Reiss jugée pour espionnage à Téhéran

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : samedi 8 août 2009

Spyworld Actu

La Française Clotilde Reiss, 24 ans, a reconnu avoir donné des informations à l'ambassade de France lors de son procès pour implication dans une révolution samedi à Téhéran, où des dizaines de personnalités modérées se succèdent à la barre, rapportent les médias iraniens.

Un Iranien travaillant à l'ambassade britannique à Téhéran et jugé pour espionnage a affirmé à la barre que Londres était impliquée dans les manifestations post-électorales de juin dernier, rapporte l'agence Fars.

Selon l'agence Irna, Clotilde Reiss a reconnu avoir transmis un rapport à l'ambassade de France sur les manifestations à Ispahan, où elle a passé cinq mois comme lectrice à l'université.

"J'ai écrit un rapport d'une page sur la situation à Ispahan (...) et je l'ai transmis à la section culturelle de l'ambassade de France", aurait-elle dit à la barre.

Il s'agit du deuxième procès d'opposants au régime, après celui d'une centaine de personnalités modérées entamé une semaine plus tôt.

L'acte d'accusation général mentionne des tentatives d'affaiblir le régime iranien et sa jurisprudence religieuse (Velayat-e Faqih), les projets de "révolution de velours" et les contacts avec des ambassades et des médias étrangers.

Hossein Rassam, employé iranien de l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran, a affirmé que Londres avait été impliquée dans les manifestations post-électorales en Iran.

"Devant le tribunal, il a parlé des ingérences évidentes de diplomates britanniques dans les troubles récents, de ses contacts avec des hommes politiques modérés et le quartier général (du candidat battu à la présidence Mirhossein Moussavi)", dit l'agence semi-officielle Fars.

Avant ces accusations, Londres avait dénoncé un procès "complètement inacceptable".

Hossein Rassam a été détenu durant trois semaines entre juin et juillet dans une prison iranienne sous l'inculpation d'incitation aux troubles, avec huit autres employés iraniens de l'ambassade. Il a été libéré sous caution à la mi-juillet.

"ACCUSATIONS FANTASISTES"

Les procès d'opposants au régime ont été dénoncés par l'ancien président Mohammad Khatami et par l'opposant Mirhossein Moussavi. Les audiences sont interdites à tous les organes de presse hormis aux médias officiels.

Des manifestants se sont rassemblés devant le tribunal de Téhéran samedi pour protester contre ce procès mais ont été rapidement dispersés par la police, a rapporté un site internet iranien.

Sur des photos de l'agence Fars, Clotilde Reiss avait les cheveux couverts par un foulard, une robe noire et un pantalon bleu. Elle se trouvait au premier rang des accusés.

La Française Clotilde Reiss jugée pour espionnage à Téhéran

La jeune Française a été arrêtée à l'aéroport de Téhéran le 1er juillet alors qu'elle rentrait en France. Paris et l'Union européenne ont exigé sa libération, estimant que les accusations étaient infondées.

Elle est détenue depuis plus d'un mois à la prison d'Evin. L'ambassadeur de France a pu lui rendre visite une fois.

La jeune femme aurait, selon le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner, envoyé par internet des photos des manifestations.

"Ces accusations d'espionnage sont hautement fantaisistes", avait dit Nicolas Sarkozy début juillet.

Le Quai d'Orsay a annoncé le 15 juillet qu'une Franco-Irانيenne travaillant pour son ambassade à Téhéran avait été détenue durant trois jours par les autorités iraniennes avant d'être libérée.

L'agence Fars n'a pas précisé si cette personne était celle jugée samedi aux côtés de Clotilde Reiss.

L'élection du 12 juin dernier a plongé l'Iran dans sa plus grande crise politique depuis la Révolution islamique en 1979.

Réélu dans le trouble, Mahmoud Ahmadinejad a inauguré formellement mercredi son deuxième mandat de président de l'Iran, adoubé par l'ayatollah Ali Khamenei, "guide suprême" de la Révolution islamique.

Les violences post-électorales ont fait au moins 20 morts et des centaines de personnes, hommes politiques, journalistes, avocats ou activistes, ont été détenus dans les prisons iraniennes, selon les associations de défense des droits de l'homme.

Bureau de Téhéran, version française Clément Guillou

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>